

**Assemblée générale**

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale
25 novembre 2008

Original : français

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 17^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le 20 octobre 2008, à 10 heures

Président : M. Majoor (Pays-Bas)
puis : M^{me} Seanedzu (Vice-Présidente) (Ghana)
puis : M. Majoor (Président) (Pays-Bas)

Sommaire

Point 61 de l'ordre du jour : Questions autochtones

- a) Questions autochtones
- b) Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-56014 (F)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 61 de l'ordre du jour : Questions autochtones

a) Questions autochtones (A/63/166)

b) Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones

1. **M. Sha Zukang** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et Coordonnateur de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones) dit que des avancées positives ont été obtenues aux niveaux national et international grâce à l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Transposée en droit national par un pays et invoquée par les tribunaux d'un autre, la Déclaration a incité plusieurs pays à présenter des excuses officielles pour les injustices dont les peuples autochtones ont été victimes à travers l'histoire et d'autres à reconnaître l'existence des peuples autochtones ou leur rôle dans les domaines culturel et politique. Elle a également incité une institution financière internationale à prendre en compte officiellement les questions autochtones, et le Groupe des Nations Unies pour le développement à établir, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, des directives relatives au traitement de ces questions sur le terrain.

2. Cela étant, les peuples autochtones, dont certains sont sur le point de s'éteindre, restent en proie à la misère ainsi qu'à la discrimination, à la spoliation et à la déculturation, qui prennent des formes plus ou moins violentes. Le Secrétaire général adjoint engage les États Membres et les organismes des Nations Unies, par l'intermédiaire notamment des équipes de pays, à appliquer les dispositions de la Déclaration, en continuant d'apporter le soutien politique, humain et financier nécessaire. Il ajoute que, pour répondre aux préoccupations de l'Instance permanente sur les questions autochtones, il convient d'associer davantage les peuples autochtones à l'établissement des rapports sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui ne rendent pas suffisamment compte de la situation de ces peuples, pourtant touchés plus que les autres par les changements climatiques et les crises alimentaire et financière actuelles, et nécessitant à ce titre une protection adaptée de la part des gouvernements.

3. Le Secrétaire général adjoint est impatient de savoir ce que préconisent les États Membres pour tirer

le meilleur parti de l'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie, qui doit se tenir bientôt. Il remercie par ailleurs les gouvernements et les organismes des Nations Unies qui ont récemment contribué au Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones et encourage les États Membres à poursuivre leurs activités de financement et leur collaboration avec le système des Nations Unies sur les questions autochtones.

4. **M. Mbaidjol** (Directeur du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme), présentant brièvement le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'état du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones (A/63/166), dit qu'il offre un aperçu des activités et de la situation financière du Fonds, notamment en ce qui concerne l'état des contributions, et traite des recommandations adoptées lors des vingtième et vingt et unième sessions du Conseil d'administration.

5. **M. Sha Zukang** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et Coordonnateur de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones) est remplacé par M^{me} Stamatopoulou (Directrice par intérim de la Division des politiques sociales et du développement social).

6. **M. Alakhder** (Jamahiriya arabe libyenne) demande dans quelle mesure la crise financière en cours pourrait nuire aux peuples autochtones.

7. **M. Mbaidjol** (Directeur du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme), répondant à la délégation libyenne, dit qu'il espère que les États Membres continueront de soutenir le Haut-Commissariat malgré la crise financière mondiale, notamment en mettant au point des stratégies pour assurer la continuité des programmes et des activités.

8. **M^{me} Stamatopoulou** (Directrice par intérim de la Division des politiques sociales et du développement social) ajoute que, comme tous les groupes vulnérables, les peuples autochtones sont particulièrement touchés par les crises, notamment parce que les gouvernements commencent en pareil cas par se désengager de la prestation de services aux communautés autochtones, que l'isolement de celles-ci rend trop coûteuse. Il faut donc réfléchir aux mesures à prendre pour éviter un tel désengagement.

9. **M. Gonnet** (France) prend la parole au nom de l'Union européenne. La Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine* et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats éventuels, le Liechtenstein ainsi que l'Arménie et l'Ukraine s'associent à sa déclaration. Après avoir énuméré les problèmes, déjà évoqués par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, auxquels se heurtent les peuples autochtones, en y ajoutant les changements climatiques et la crise alimentaire, l'orateur rappelle que la communauté internationale a adopté des initiatives, telles que les décennies internationales des peuples autochtones, et des instruments internationaux, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, à l'intention expresse de ces peuples. Fruit de plus de 20 ans de négociations entre les États Membres et les représentants des communautés autochtones, la Déclaration marque une avancée importante dans la protection des droits longtemps bafoués de chaque autochtone, et définit un cadre pour l'élaboration et l'application de politiques de développement en faveur des peuples autochtones. Aussi l'Union européenne réaffirme-t-elle son soutien à ce texte juridiquement contraignant, ainsi qu'au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, l'ONU en général et le Conseil des droits de l'homme et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en particulier ayant un rôle de premier plan à jouer dans la mise en œuvre de la Déclaration.

10. L'Union européenne se félicite de la mise en place par le Conseil des droits de l'homme d'un mécanisme d'experts novateur, complémentaire de l'action de l'Instance permanente pour les questions autochtones et du Rapporteur spécial. À l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, elle s'engage et invite la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour que la notion d'universalité des droits de l'homme prenne tout son sens, y compris pour les peuples autochtones.

11. **M. Staur** (Danemark), s'exprimant au nom des pays nordiques, réaffirme leur volonté de promouvoir

et protéger les droits des peuples autochtones dans le monde. Cet engagement favorise la diversité sous toutes ses formes et la tolérance au sein de la société dans son ensemble, du fait notamment que tous les groupes, y compris les peuples autochtones, sont associés à la prise de décisions.

12. La délégation danoise note l'impact qu'a eu l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au niveau international, mais dit qu'il faut en diffuser largement les principes, y compris auprès des peuples autochtones, pour en favoriser l'application concrète. Appelant l'attention sur le rôle fondamental de l'Instance permanente sur les questions autochtones en matière de dialogue entre les gouvernements et les représentants des communautés autochtones et d'amélioration de la connaissance et de l'analyse de ces questions par les organismes des Nations Unies, elle lui renouvelle son soutien. Elle se félicite en outre de la création du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et de la nomination de ses membres, convaincue qu'ils sauront dûment conseiller le Conseil des droits de l'homme de façon à améliorer la condition des peuples autochtones. Les pays nordiques soutiendront sans réserve le nouveau Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, comme ils l'ont fait pour ses prédécesseurs, et l'encouragent à poursuivre le dialogue avec les États Membres et le Conseil des droits de l'homme mené en association avec les peuples autochtones.

13. Bien qu'il existe désormais un cadre international concret pour la protection et la promotion des droits fondamentaux des peuples autochtones, il reste encore beaucoup à faire pour libérer ceux-ci des maux évoqués par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. À cet égard, le document final de la Conférence d'examen de Durban doit notamment faire référence au racisme et à l'intolérance dont les autochtones continuent d'être victimes. Par ailleurs, il faut prendre en compte la question des peuples autochtones dans les politiques et programmes nationaux et internationaux de lutte contre les changements climatiques, qui constituent une menace pour le mode de vie et les traditions de ces peuples.

14. **M^{me} Maierá** (Brésil) rend compte de la visite du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones au Brésil, où il s'est rendu à l'invitation

* La Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

permanente adressée par ce pays aux rapporteurs responsables des procédures thématiques du Conseil des droits de l'homme et à la demande de dirigeants autochtones brésiliens ayant participé à la dernière session de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Le Rapporteur s'est entretenu avec le Président du Brésil et de nombreux hauts représentants des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et des différentes communautés autochtones locales. L'oratrice salue la volonté du Rapporteur de dialoguer avec toutes les parties prenantes, dont elle est certaine qu'il ne se départira pas lors de l'établissement de son rapport. Le Brésil est prêt à coopérer pleinement à cet exercice de sorte que le Rapporteur dresse une analyse constructive des causes des violations éventuelles des droits des peuples autochtones et des pratiques optimales permettant d'y remédier.

15. À la fin des années 70, les communautés autochtones du Brésil ont commencé à s'organiser autour des questions de la spoliation de leurs terres et de leur assimilation, provoquant une nouvelle prise de conscience politique de la nécessité de respecter leur identité, leur mode de vie et leurs droits fonciers, qui a été consacrée sur le plan juridique par la Constitution fédérale de 1988. Cette évolution a jeté les bases d'une délimitation plus légitime, cohérente et rapide des terres reconnues comme propriété des autochtones, soit 12,5 % de la superficie du Brésil, sachant que plus des deux tiers ont déjà été délimités et régularisés dans le cadre d'un mécanisme légal complété par des partenariats entre l'État, les organisations non gouvernementales et les représentants des communautés autochtones. Soixante-huit peuples autochtones sur les 220 que compte le pays vivraient encore en autarcie grâce aux mesures adoptées pour les protéger au mieux de toute influence extérieure.

16. Néanmoins, les communautés autochtones brésiliennes sont loin de pouvoir exercer pleinement leurs droits fondamentaux, c'est pourquoi il convient de prendre des mesures dans les domaines de l'éducation et de la santé, de la préservation de leur identité et de leurs cultures, du renforcement des capacités locales de gestion et de protection de leurs terres, et de leur association aux décisions les concernant. L'oratrice est convaincue que son pays et le Rapporteur spécial tireront tous deux parti d'un échange sincère visant à renforcer la réalisation des droits des peuples autochtones.

17. **M. Chumarev** (Fédération de Russie) déclare que face à la vulnérabilité des modes de vie traditionnels et de l'environnement biologique et social des peuples autochtones, il est particulièrement important de coopérer dans le cadre des Nations Unies pour préserver leur identité culturelle. La Russie prend note avec satisfaction de l'issue des travaux de la septième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et se félicite qu'elle ait retenu comme thème spécial la question de l'incidence des changements climatiques sur le mode de vie des peuples autochtones.

18. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, créé récemment, contribuent également à la promotion et à la défense des droits des peuples autochtones, et l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones marque une nouvelle avancée. Il ressort de l'interprétation que le Rapporteur spécial a faite des dispositions parfois ambiguës de cette déclaration, qu'en dépit de l'importance de la coopération internationale, c'est aux gouvernements qu'il incombe de prendre les mesures nécessaires pour régler les problèmes des peuples autochtones. La Russie a participé activement à l'élaboration d'un texte qui tienne compte aussi bien des intérêts des gouvernements que de ceux des peuples autochtones.

19. Bien avant l'adoption de cette déclaration, la Russie défendait déjà les droits des peuples autochtones dans sa législation, notamment dans sa Constitution, qui évoque leurs droits sur les terres et les autres ressources naturelles et le droit à la protection de leur habitat et de leurs modes de vie traditionnels, ou encore dans ses lois fédérales. Des projets de loi à l'étude envisagent de permettre aux peuples autochtones de bénéficier d'un certain nombre d'avantages, du reste déjà prévus par les codes des impôts, des terres et des ressources en eau.

20. Dans le cadre de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones, le Ministère du développement régional a notamment organisé le cinquième Congrès mondial des peuples finno-ougriens; une conférence internationale s'est tenue en octobre à Khabarovsk pour faire le bilan de 15 années de coopération entre le système des Nations Unies et les peuples autochtones du Nord; et la Fédération de Russie a financé, au titre de sa contribution volontaire

au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'organisation du deuxième colloque international d'experts sur les relations entre les entreprises et les peuples autochtones.

21. Les problèmes des peuples autochtones sont loin d'être réglés. Il est indispensable de continuer à agir tant sur la scène internationale qu'à l'échelle des États pour défendre et protéger leurs droits. La Fédération de Russie s'engage à y participer activement.

22. **M^{me} Hill** (Nouvelle-Zélande) dit que la Nouvelle-Zélande accorde depuis longtemps une grande importance aux droits et aux besoins des Maoris, qui représentent 15 % de la population du pays et 17 % de la représentation parlementaire. En une quarantaine d'années, la Nouvelle-Zélande a restitué plus de la moitié du territoire national aux populations autochtones, un record historique ayant été atteint en 2008. Un regain de confiance et de dynamisme se fait sentir dans de nombreuses communautés autochtones et l'économie maorie se porte bien, que ce soit dans les secteurs de la pêche, de l'exploitation forestière, ou du tourisme.

23. Citant un extrait de l'allocution prononcée par le Directeur général de l'UNESCO lors du lancement de l'Année internationale des langues, l'oratrice insiste sur la nécessité de préserver la diversité linguistique et indique que la Nouvelle-Zélande a pris différentes mesures pour favoriser, dès le plus jeune âge, l'apprentissage et la pratique du maori dans les familles et dans les communautés, ainsi que la diffusion à l'échelle nationale de programmes audiovisuels en maori. Langue officielle depuis 1987, le maori connaît un nouvel essor.

24. Le Gouvernement néo-zélandais a adopté une stratégie en faveur de l'éducation des Maoris pour la période 2008-2012 qui met l'accent sur le fait que l'identité, la langue et la culture maories sont des atouts et non des obstacles sur la voie du succès et vise à accroître le taux de scolarisation et de réussite scolaire des Maoris dès l'enseignement préscolaire, et à renforcer l'enseignement en maori en augmentant aussi bien le nombre de cours dispensés que le nombre d'enseignants qualifiés. Des directives ont été publiées pour favoriser l'enseignement du maori à tous les élèves quelle que soit leur appartenance ethnique. Les Maoris sont pleinement représentés à tous les niveaux de l'enseignement.

25. Consciente d'avoir un rôle à jouer sur le plan régional, la Nouvelle-Zélande est résolue à promouvoir et protéger les langues autochtones du Pacifique, y compris celles des Îles Cook, de Nioué, et des Tokélaou, qui ont des liens constitutionnels étroits avec la Nouvelle-Zélande et dont les communautés constituent une partie non négligeable de la population néo-zélandaise.

26. Sur le plan international, la représentante de la Nouvelle-Zélande souligne que son pays fut le premier État Membre à contribuer financièrement à l'Instance permanente sur les questions autochtones, et appelle l'attention sur les observations et recommandations formulées par l'Instance permanente au sujet du changement climatique, des objectifs du Millénaire pour le développement et de la protection des langues autochtones.

27. **M. Hermoso** (Philippines) indique que les peuples autochtones représentent 16 % de la population totale de son pays, et que la Constitution philippine reconnaît et protège les droits de ces communautés dans le cadre de l'unité nationale.

28. La Commission nationale pour les peuples autochtones, créée par la loi n°8371, est chargée de formuler et de mettre en œuvre des politiques, plans et programmes appropriés pour protéger les droits et le bien-être des peuples autochtones en tenant dûment compte de leurs croyances, coutumes, traditions et institutions. La loi relative aux droits des peuples autochtones corrige également la discrimination historique et structurelle dont ces peuples ont été victimes en reconnaissant leurs droits sur leurs terres et domaines ancestraux.

29. Le Gouvernement philippin fait tout son possible pour que les peuples autochtones soient intégrés pleinement dans le processus de développement et y participent activement. Conscient de l'importance de la question des terres pour les peuples, il s'emploie principalement à assurer la sécurité foncière en appliquant un plan de développement durable et de protection des domaines ancestraux. La Commission nationale des peuples autochtones a déjà attribué 80 titres de domaine ancestral portant sur une superficie totale de presque 2 millions d'hectares et 182 certificats de domaine ancestral portant sur une superficie totale de plus de 6 000 hectares.

30. Le Gouvernement philippin met également en œuvre des projets destinés à assurer des moyens de

subsistance aux populations autochtones ainsi que des programmes et modules de renforcement des capacités.

31. Il s'efforce également de préserver l'histoire et les coutumes des peuples autochtones en faisant connaître le droit coutumier et en l'harmonisant avec la législation nationale. Il protège aussi le droit et l'accès des peuples autochtones à la santé, par le biais des services gratuits et de la couverture offerte par la Compagnie nationale d'assurance maladie, et reconnaît l'utilisation de la médecine traditionnelle.

32. Le Gouvernement philippin a pris d'importantes initiatives pour répondre aux situations d'urgence et prend immédiatement les mesures nécessaires en cas d'informations faisant état de violations des droits de l'homme des peuples autochtones. Il a également apporté une assistance ou des conseils juridiques à 620 personnes autochtones pendant la période 2007-2008. Il est conscient que, pour ne pas perdre une importante partie de l'humanité, il faut promouvoir et protéger le mode de vie des peuples autochtones et les aider à se développer dans la paix, la justice et l'harmonie.

33. **M^{me} Daes** (Grèce) estime que l'Organisation des Nations Unies et les États Membres devraient tout faire pour appliquer les dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Pour donner effet aux droits reconnus dans la Déclaration, il convient de promouvoir le partenariat avec les peuples autochtones, mettre en œuvre des programmes de réforme juridique et politique, créer des systèmes d'appui institutionnel et indemniser les peuples autochtones pour les préjudices subis dans le passé. Ces mesures, même si elles sont quelque peu tardives, permettraient à ces peuples de participer, après des années d'exclusion, de domination et d'isolement, au processus de développement. L'application de la Déclaration au niveau national requiert en principe l'adoption de nouvelles lois ou l'amendement des lois existantes conformément à l'article 38 de la Déclaration. L'oratrice cite le cas exemplaire de la Bolivie qui a adopté la législation nécessaire pour donner pleinement effet aux dispositions de la Déclaration, ainsi que celui de la Cour suprême de Belize qui, s'appuyant sur la Déclaration, a ordonné au Gouvernement de restituer à un groupe de communautés rurales mayas leurs terres ancestrales. En application du vingtième alinéa du préambule de la Déclaration, l'Organisation des Nations Unies a également commencé à créer ou

relancer un certain nombre d'organismes et de processus à cet égard, notamment l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones.

34. La Grèce estime que les États Membres pourraient s'inspirer de la création du Groupe d'appui interinstitutions sur les questions autochtones pour promouvoir et renforcer les liens de partenariat avec les peuples autochtones. Pour ce faire, les peuples autochtones doivent, dans la mesure du possible, assurer de manière autonome la gestion de leurs propres affaires. Les organisations de la société civile ont également un rôle à jouer à cet égard.

35. Face aux problèmes actuels liés aux changements climatiques et à la crise financière mondiale, le modèle de développement durable des peuples autochtones est un exemple à suivre. Dans le cadre de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones, le système des Nations Unies, les États Membres et les peuples autochtones devraient s'efforcer de réaliser le huitième objectif de développement pour le Millénaire et, en particulier, réduire l'extrême pauvreté et la faim, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

36. **M^{me} Stewart** (Canada) dit que le Gouvernement canadien a récemment pris des mesures importantes pour se pencher sur un chapitre regrettable de son histoire, celui des pensionnats indiens. En vigueur pendant plus d'un siècle, ce système a séparé 150 000 enfants autochtones de leur famille et de leur communauté. Le Gouvernement a présenté des excuses officielles aux anciens élèves de ces pensionnats, versé plus de 1,4 milliard de dollars canadiens à plus de 64 000 victimes de cette pratique, et créé une commission de vérité et de réconciliation.

37. Au Canada, il existe deux grandes catégories de revendications territoriales autochtones : les revendications globales, qui portent sur des territoires pour lesquels la question des droits ancestraux n'a pas été réglée par un traité ou d'autres instruments juridiques; et les revendications particulières, qui ne sont pas nécessairement liées à un territoire, et ont trait aux obligations du Canada en vertu de traités historiques ou à la façon dont il gère les biens de premières nations. En 2008, le Gouvernement canadien

a adopté la loi portant création du Tribunal des revendications particulières, initiative qui donne aux peuples autochtones la possibilité de saisir un organe indépendant pour faire valoir leurs droits. Le Gouvernement canadien reconnaît que les terres et les ressources contribuent pour beaucoup à la subsistance et à l'indépendance économique des peuples autochtones et revêtent, pour ceux-ci, une importance culturelle et spirituelle. Les collectivités locales, les pouvoirs publics et les entreprises privées ont une grande expérience de la négociation d'accords tendant à assurer un comportement responsable de la part des entreprises et à associer les peuples autochtones au développement des ressources naturelles et aux bénéfices qui en découlent. Il partage avec les autres pays cette expérience.

38. Les nombreux autres accords tripartites signés entre le Gouvernement canadien, plusieurs gouvernements provinciaux et des organisations autochtones dans des domaines tels que les services d'aide à l'enfance, le logement et l'éducation témoignent de la détermination du Gouvernement à cet égard. De telles initiatives seraient particulièrement utiles dans le cadre des études actuelles et futures concernant le Mécanisme d'experts.

39. Partout dans le monde, la migration des peuples autochtones vers les centres urbains crée des problèmes sociaux et économiques pour ceux-ci et pour les pouvoirs publics. Le Gouvernement canadien s'emploie à faire connaître, aux échelles nationale et internationale, les conditions de vie des peuples autochtones dans les centres urbains pour que les mesures nécessaires soient prises à cet égard. C'est la raison pour laquelle, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, il organise une réunion spéciale sur les questions concernant les autochtones en milieu urbain, dans le cadre de la quatrième session du Forum urbain mondial à Nanjing (Chine), en novembre 2008. La délégation canadienne encourage les États Membres et les organismes de l'ONU à y participer pour que les peuples autochtones fassent entendre leur voix.

40. **M. Vunibobo** (Fidji) souligne que les populations autochtones des Fidji présentent la particularité d'être majoritaires dans leurs pays et de posséder 80 % des terres et des ressources nationales, et déplore que leur niveau de vie demeure sans proportion avec cette richesse collective. Dans ce contexte, la population fidjienne dans son ensemble est en droit de se

demander si les institutions bureaucratiques autochtones établies par l'État s'acquittent pleinement de leurs obligations.

41. La délégation fidjienne est consciente de l'importance des principes du « consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause » et de la « bonne foi » énoncés dans les articles 19 et 32 [al. 2)] de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Tout en étant forcé de reconnaître que le colonialisme a protégé les terres, la culture et la langue des peuples autochtones fidjiens en les isolant et en leur appliquant un traitement préférentiel, le représentant des Fidji dit que d'importantes réformes sont indispensables pour tenir compte des réalités du XXI^e siècle. Le principe du plein consentement des membres d'une tribu comme préalable à l'exploitation des terres collectives ne doit pas être un frein à l'esprit d'entreprise et empêcher les exploitants agricoles autochtones d'utiliser les terres ancestrales à titre individuel. À cet égard, des mesures sont actuellement élaborées pour assurer la mise en valeur des ressources foncières autochtones tout en veillant à ce que les bénéfices tirés aillent directement aux propriétaires de ces ressources. Des efforts sont également déployés pour faciliter la réforme des institutions culturelles et traditionnelles, qui jouent depuis longtemps un rôle essentiel dans la préservation de l'identité autochtone.

42. Sur le plan international, la délégation fidjienne se félicite des travaux accomplis par l'Instance permanente sur les questions autochtones, fait sienne la recommandation qui figure au paragraphe 26 du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/63/166), et réitère l'appel lancé aux États Membres et aux donateurs au paragraphe 47 dudit rapport.

43. **M. Rai** (Népal) estime que la faculté d'adaptation des peuples autochtones doit être une source d'inspiration pour toute l'humanité. La communauté internationale doit intensifier ses efforts pour protéger les droits des peuples autochtones, améliorer leurs conditions de vie, préserver leur culture et leurs traditions et promouvoir leur développement en tenant compte de leurs aspirations et de leurs besoins.

44. Le Gouvernement népalais reconnaît la diversité ethnique et culturelle de la société népalaise qui compte plus de 70 groupes ethniques et peuples

autochtones et la Constitution provisoire garantit les droits et libertés des groupes marginalisés.

45. Les transformations politiques récemment intervenues dans le pays, notamment la création d'une Assemblée constituante, la formation d'une République fédérale démocratique et la formation d'un nouveau gouvernement sous la direction du Parti communiste népalais permettront aux populations autochtones de se réaliser pleinement. La nouvelle Assemblée constituante népalaise, l'une des plus inclusives du monde, est composée de représentants de divers groupes ethniques, de peuples autochtones et de régions géographiques, et de près d'un tiers de femmes. Pour la première fois, les représentants élus du peuple rédigent une nouvelle constitution.

46. Le Gouvernement népalais a prévu des crédits budgétaires destinés spécialement à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées, notamment les autochtones, et à les rendre autonomes. Une commission nationale chargée de l'inclusion, réunissant l'ensemble des parties prenantes, doit présenter au Gouvernement des recommandations pour promouvoir et protéger les intérêts des groupes marginalisés, notamment les peuples autochtones.

47. Les peuples autochtones népalais, passés maîtres dans l'art de protéger leur environnement et leurs ressources naturelles, ont permis de mener à bien le programme communautaire de reboisement du Népal. Leur savoir-faire contribuera au renforcement des capacités nationales et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

48. La délégation népalaise indique que son pays a ratifié la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail et invite le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones à se rendre au Népal.

49. *M^{me} Seanedzu (Ghana), Vice-Présidente, prend la présidence.*

50. **M^{me} Taracena Secaira** (Guatemala) regrette que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones n'ait pas eu l'occasion de s'exprimer devant la Commission et souhaite qu'il soit invité à rendre compte de la situation des peuples autochtones et de ses activités à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne

la prise en compte de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en tant que fondement normatif de l'Examen périodique universel et la participation de représentants des peuples autochtones à l'établissement des rapports nationaux y relatifs.

51. Sur le plan national, entre autres activités visant à promouvoir le respect des peuples autochtones, le Guatemala a marqué la Journée internationale des peuples autochtones en organisant des activités et manifestations coordonnées par le Ministère de la culture et des sports, notamment la huitième rencontre linguistique maya. Le projet de création d'une université maya est également en cours de réalisation.

52. Faisant un parallèle avec l'examen à mi-parcours des objectifs du Millénaire pour le développement, la délégation guatémaltèque dit qu'il faudra procéder en 2010 à l'examen des objectifs de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones en vue de renforcer les domaines d'action qui présentent un retard. L'intervenante salue le travail du Fonds international de développement agricole en faveur de l'accès à la terre des femmes autochtones et l'encourage à appuyer la revitalisation des savoirs traditionnels. Elle se félicite également de l'initiative « Achats pour le progrès » lancée par le Programme alimentaire mondial, qui aidera sans nul doute les peuples autochtones qui se consacrent essentiellement à l'agriculture, ainsi que des efforts du Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans les domaines de la santé et de l'éducation en faveur des filles autochtones. Elle rend hommage au travail accompli par l'Instance permanente sur les questions autochtones et félicite son secrétariat pour la publication du guide sur les questions autochtones, élaboré en collaboration avec le Groupe d'appui interorganisations sur les questions autochtones. La délégation guatémaltèque rappelle qu'on vient de célébrer le premier anniversaire de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et espère bien que le Secrétaire général présentera, à la prochaine session, un rapport sur la suite donnée à la Déclaration dans les États Membres.

53. *M. Majoor (Pays-Bas), Président, reprend la présidence.*

54. **M^{me} Blum** (Colombie) dit que la Colombie, qui est partie à la Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants

(Convention 169) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), accorde une grande importance à la diversité culturelle et s'emploie à respecter ses obligations nationales et internationales en vue d'assurer la réalisation des droits des peuples autochtones et leur développement harmonieux. Dans ce contexte, la Constitution et la législation colombiennes consacrent la diversité ethnique et culturelle du pays et protègent les droits des communautés autochtones, qui représentent une multitude de communautés et de langues. Le Plan national de développement comporte également des stratégies pour le développement intégré des peuples autochtones.

55. Outre les droits communs à tous les citoyens colombiens, les peuples autochtones bénéficient d'une certaine autonomie sur les plans politique, social, judiciaire et électoral dans des territoires spéciaux (« resguardos ») qui couvrent 30 millions d'hectares, soit 27 % du territoire national. Le Gouvernement continue de s'employer à élargir ces territoires, qui bénéficient de transferts de ressources du budget national. Les peuples autochtones bénéficient également de programmes d'éducation primaire bilingues et multiculturels et d'un accès prioritaire à l'assurance médicale. Conformément à la Convention 169 de l'OIT, les lois, la réglementation et la jurisprudence colombiennes garantissent le droit des communautés autochtones à être consultées dans divers domaines, notamment pour les questions touchant leurs territoires. En 2007, le Ministère de l'intérieur a assuré la coordination d'une soixantaine de consultations concernant les hydrocarbures, les mines et l'énergie, l'élimination des cultures illicites, les infrastructures et la biodiversité. Ces consultations se poursuivent en 2008.

56. L'intervenante souligne que les peuples autochtones sont également victimes des violences terroristes perpétrées par les groupes armés illicites financés par le trafic de stupéfiants. Le Gouvernement entend continuer de protéger l'ensemble de la population du pays, en particulier les communautés autochtones, en renforçant sa politique dite de « sécurité démocratique », en place depuis 2002, qui a permis de réduire la violence sur tous les plans. Le dispositif d'aide aux personnes déplacées va également être renforcé afin de mieux répondre aux besoins des autochtones concernés. La protection des cultures et des communautés autochtones est également facilitée

par le fait que les populations autochtones sont exemptées de service militaire national.

57. **M. González** (Mexique) s'associe à la proposition du Guatemala tendant à ce que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones soit invité à la prochaine session de l'Assemblée générale et rappelle que le Mexique a appuyé la création et le renouvellement du mandat du Rapporteur spécial, fonction occupée de 2001 à 2008 par M. Stavenhagen (Mexique), auquel il rend hommage. Le Mexique a également participé activement aux négociations qui ont mené à l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et assisté, en tant qu'observateur, aux sept sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones. L'intervenant rappelle en outre avec satisfaction que la première Journée internationale des femmes rurales a été célébrée le 15 octobre dernier.

58. Le Mexique a accompli d'importants progrès dans le domaine de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, sur les plans législatifs, institutionnels et politiques. Le caractère multiculturel de la société mexicaine et la protection des droits et de la culture autochtones sont désormais consacrés dans l'article 2 de la Constitution et dans de nombreux textes législatifs et constitutionnels locaux. Les mécanismes de concertation ont également été renforcés, avec la création, en 2003, de la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones, qui coordonne les politiques publiques dans ce domaine et dont le Conseil consultatif assure le dialogue avec les peuples autochtones et la société civile.

59. Enfin, plusieurs plans d'action nationaux pour la période 2007-2012 visent à intégrer les peuples autochtones au développement économique, social et culturel du pays. Il s'agit notamment de renforcer le dialogue entre l'État, la société civile et les communautés autochtones, d'assurer la participation des peuples autochtones aux prises de décisions, de promouvoir le développement intégré et durable des peuples autochtones, la protection de leur patrimoine culturel et linguistique et leurs droits fondamentaux, et de favoriser le développement des groupes et des régions mal desservis par les services publics.

60. **M^{me} Sapag** (Chili) remercie chaleureusement le secrétariat de l'Instance permanente sur les questions

autochtones, en particulier pour le travail qu'il a accompli pendant la septième session de l'Instance et les outils élaborés pour faciliter ses travaux. Sa délégation réitère son souhait qu'on établisse une répartition des participants à l'Instance en fonction de leur communauté autochtone d'origine ainsi que par sexe et par âge.

61. Au cours des deux dernières années, le Gouvernement chilien a atteint nombre des objectifs qu'il s'était fixé dans le but d'améliorer les conditions de vie des autochtones et d'intégrer ceux-ci pleinement dans la société chilienne. Les mesures suivantes ont notamment été prises : approbation de la Convention 169 de l'OIT, de la loi portant création de l'espace côtier des peuples autochtones, et du projet de modification de la loi organique constitutionnelle sur l'enseignement; mise en œuvre de la réforme constitutionnelle relative aux territoires spéciaux; mise en place d'un dialogue national avec les peuples autochtones; application de la politique de restitution des terres aux peuples autochtones; renforcement des programmes de bourses et de résidences universitaires pour les étudiants autochtones; amélioration du programme de santé autochtone; et création de jardins d'enfants interculturels.

62. Afin de poursuivre sur cette voie, un plan d'action a été élaboré, qui énonce les objectifs pour les deux années à venir ainsi qu'à plus long terme. Trois grands domaines d'action ont été identifiés. Premièrement, en ce qui concerne le système politique et les institutions, il s'agit de donner une suite concrète à l'adoption de la Convention 169 de l'OIT et à la reconnaissance des peuples autochtones qui est inscrite dans la Constitution chilienne. La participation active des autochtones au processus politique doit également être assurée grâce à l'élection de représentants des peuples autochtones au Parlement. Deuxièmement, le Gouvernement souhaite promouvoir le développement intégré des communautés autochtones sur les plans économique, social et culturel. Enfin, il s'engage à défendre le multiculturalisme et la diversité en tenant compte des besoins et des préoccupations des peuples autochtones, notamment en milieu urbain et dans des secteurs tels que la santé, le sport et l'éducation. Le rapport de la Commission de la vérité historique et de la nouvelle donne sera diffusé dans tous les établissements d'enseignement. La Présidente du Chili a nommé un conseiller présidentiel chargé de diriger la mise en œuvre du plan d'action, qui sera appuyé en

outre par un conseil des ministres chargé des questions autochtones. Ces mesures serviront à réaliser le Pacte social pour le multiculturalisme proposé par la Présidente.

63. **M^{me} Alberdi** (Fonds de développement des Nations Unies pour la femme) déplore que malgré leur capacité d'adaptation exceptionnelle, les peuples autochtones soient les plus pauvres et les plus vulnérables, du fait de la discrimination raciale, de l'exclusion sociale et de la marginalisation économique, et se voient privés de leurs droits fonciers comme de l'accès à l'éducation et à la santé. Les conflits qui touchent de nombreux territoires autochtones sont également à l'origine d'importants déplacements de population et de la destruction des ressources naturelles et des terres ancestrales. En ce qui concerne les femmes autochtones, la discrimination sexiste s'ajoutant à d'autres formes de discrimination, elles sont souvent victimes de diverses formes de violence sexiste et raciste. La pauvreté et l'accès limité à l'éducation et aux services de santé contribuent également au non-respect de leurs droits économiques et sociaux.

64. L'oratrice appelle l'attention sur les activités menées par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) en Amérique latine où, depuis 1995, il travaille en collaboration avec les groupes de femmes autochtones pour encourager les pays et les communautés à reconnaître et mettre en valeur les connaissances et le savoir autochtones, créer des synergies avec les preneurs de décisions, les défenseurs des droits fondamentaux et les associations de femmes, et soutenir les organisations de femmes autochtones et leurs représentantes. Une des priorités du Fonds vise à renforcer la coopération interinstitutions entre les équipes de pays des Nations Unies pour faire face aux problèmes auxquels se heurtent les femmes autochtones.

65. À la dixième Conférence régionale sur les femmes, tenue à Quito en 2007, UNIFEM, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones ont organisé une table ronde sur la participation des femmes autochtones et d'ascendance africaine à la vie politique, au cours de laquelle des femmes autochtones ont présenté un manifeste en faveur de la création d'un « état plurinational ».

66. Au niveau national, UNIFEM aide les femmes autochtones à intégrer les questions relatives à l'égalité des sexes et à la diversité ethnique dans les politiques publiques et dans les plans de réduction de la pauvreté, notamment en Bolivie, au Brésil, au Guatemala et au Paraguay, et à participer à la prise de décisions.

67. En collaboration avec ses partenaires du système des Nations Unies, le Fonds aide également les femmes autochtones et les organisations de défense des droits fondamentaux à sensibiliser l'opinion au problème de la violence à l'égard des femmes dans les communautés autochtones et à trouver des solutions adaptées, en s'appuyant aussi bien sur les systèmes juridiques traditionnel et occidental. La campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste » a également permis de sensibiliser le public et les médias et d'appuyer les journalistes autochtones et les programmes radiophoniques communautaires.

68. Dans la région Asie-Pacifique, l'action du Fonds est essentiellement centrée sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ainsi, aux Philippines, des femmes musulmanes, autochtones et rurales ont participé à des ateliers qui leur ont donné l'occasion de faire pression sur les autorités locales pour renforcer la participation des femmes à la gestion des affaires publiques. Le réseau des femmes autochtones d'Asie (AIWN), le Forum-Asia et l'Asian Migrant Center travaillent en collaboration avec les groupes de surveillance de la Convention de chaque pays pour que ces derniers tiennent compte de la discrimination à l'égard des minorités autochtones et ethniques et aux femmes migrantes dans leurs analyses.

69. **M^{me} Gastaldo** (Organisation internationale du Travail) rappelle que la lutte contre la discrimination fondée sur l'origine ethnique est un aspect essentiel du combat de l'OIT contre l'exclusion et la marginalisation. Avec l'adoption de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, en 1989, et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en 2007, la communauté internationale a mis en place un cadre de droits et de principes qu'il s'agit désormais de traduire dans les faits.

70. Les principes de concertation et de participation impliquent que les droits et les aspirations de tous, y compris ceux des peuples autochtones et tribaux, soient pris en compte dans le développement national. Il faut

donc que chaque pays crée à cette fin des mécanismes institutionnalisés, en étroite coopération avec les peuples concernés. Dans cette optique, l'OIT élabore un guide pratique pour l'application des dispositions de la Convention relatives à la participation et à la concertation, ainsi que de certaines dispositions de la Déclaration de 2007. Elle a par ailleurs publié un guide qui dispense des conseils pratiques pour associer les peuples autochtones aux stratégies pour la réduction de la pauvreté.

71. L'OIT privilégie l'action au niveau national pour faire appliquer la Convention. Ainsi, elle organise des projets en Amérique latine, au Népal ou en Afrique, où, par exemple, elle collabore avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour formuler des recommandations visant à renforcer la protection juridique des peuples autochtones. L'Organisation a également participé à l'élaboration des directives du Groupe des Nations Unies pour le développement sur les peuples autochtones, outil destiné à aider le système des Nations Unies à mener une action plus concertée à l'échelon national.

72. Dans une publication récente, l'OIT explique que sa Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession est un cadre solide pour lutter contre la discrimination dont les peuples autochtones et tribaux sont victimes dans le monde du travail. De même, sa Convention sur l'égalité de rémunération est un outil précieux pour lutter contre les inégalités de salaire auxquelles les femmes autochtones sont particulièrement exposées.

73. À l'approche du vingtième anniversaire de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, l'OIT espère que d'autres États ratifieront et appliqueront ce texte, et réaffirme qu'elle est prête à les y aider.

74. **M^{me} von Lilien** (Fonds international de développement agricole) rappelle que l'autonomisation des peuples autochtones compte beaucoup pour le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), dont le mandat consiste à aider les pauvres des zones rurales à lutter contre la pauvreté et la faim, en investissant dans l'agriculture et l'économie rurale.

75. En 30 ans, le FIDA a investi près de 1,3 milliard de dollars dans l'aide aux peuples autochtones, afin de renforcer leurs organisations et leurs institutions et de leur donner les moyens, en particulier aux femmes, de participer aux prises de décisions qui les concernent.

76. Le Fonds se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Pour permettre à ces derniers de choisir et de conduire leur propre développement, il préconise de les laisser gérer leurs ressources et leurs fonds. À l'aide du Mécanisme d'octroi de subventions aux peuples autochtones, que la Banque mondiale lui a transféré en 2006, le FIDA les aide à mettre en œuvre les projets de développement qu'ils ont eux-mêmes conçus. Les subventions sont modestes, mais efficaces. Grâce à ces projets, les peuples autochtones prennent davantage conscience de leur identité culturelle; ils se dotent des moyens de gérer leurs ressources naturelles; et les femmes apprennent à défendre leurs droits et à monter leur entreprise.

77. En dépit de ces résultats encourageants, d'autres problèmes se posent. Le réchauffement climatique, les crises alimentaire et énergétique mondiales contribuent à fragiliser davantage l'environnement et les ressources naturelles dont dépendent les peuples autochtones. Face à ces enjeux, il importe de leur donner les moyens de gérer leurs terres et leurs ressources dans la durée. À cette fin, il convient de traiter les peuples autochtones comme des partenaires à part entière dans les politiques et les programmes de développement; de veiller à obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé avant d'élaborer et de mettre en œuvre les stratégies et les programmes qui les concernent; de continuer de les aider à exécuter leurs propres projets de développement et de protéger leurs droits sur leurs terres ancestrales. Le Fonds compte sur l'aide de tous ses partenaires pour y parvenir.

La séance est levée à 12 h 20.